

Le Canal chinois du Nicaragua : les sacrifices du développement.

Le Président du Nicaragua, Daniel Ortega Saavedra, a ouvert une boîte de pandore en envoyant à l'Assemblée nationale en juillet 2012 un projet de loi visant la construction d'un « Grand Canal Interocéanique au Nicaragua » reliant la vallée du fleuve Brito, sur la côte pacifique, à l'embouchure du fleuve Punta Gorda, sur la côte caribéenne.

Hérité de l'époque coloniale et ravivé à plus de soixante-dix reprises, ce projet pharaonique qui coûtera plus de 50 milliards de dollars reste entouré de beaucoup de mystères et suscite la curiosité sur le plan international.

Si le canal interocéanique est présenté comme le « monument du bien-être » pour le peuple nicaraguayen, il représente un cas classique d'arbitrage d'un pays en développement entre la croissance économique et la protection de l'environnement. Il ne va donc pas sans son lot de réactions contestataires.

Alors qu'en 2006, le Président en personne indiquait qu'il ne s'orienterait pas sur la voie de la construction d'un canal même contre tout l'or du monde, ce revirement inquiète. La Chine, derrière l'entreprise Hong Kong Nicaragua Development (HKND), cherche à profiter de la hausse du commerce entre l'Asie et l'Amérique latine. Alors que les travaux d'expansion du Canal de Panama peinent à s'achever, le géant asiatique ne reste pas inerte devant cette part du commerce maritime mondial qui reste à saisir.

En dépit de l'important battage médiatique qui entoure le canal interocéanique, de très nombreuses zones d'ombre demeurent quant à sa faisabilité technique. Le canal représente un véritable défi architectural de par ses dimensions. Long de 275,5 kilomètres, s'étendant sur 230 à 520 mètres de largeur et fluctuant de 26,95 à 29,8 mètres de profondeur avec deux écluses (Brito et Camilo), il s'accompagnera également de deux ports, d'un aéroport, d'autoroutes ainsi que d'un centre touristique. Ces infrastructures, sur le tracé sélectionné par HKND et le gouvernement du Nicaragua, provoqueront des déplacements humains et se trouveront à proximité de zones naturelles protégées, riches en biodiversité, notamment le plus grand lac d'eau douce d'Amérique latine, le Lac Cocicalba. C'est bien ici un drame environnemental qui se joue à l'arrière-scène et qui constitue l'un des principaux points de contestation.

Ce drame se joue en plusieurs actes, la réactivation du projet de canal interocéanique au Nicaragua survenant dans un contexte de malaise démocratique caractérisé par la réémergence du népotisme et de la corruption. En modifiant la Constitution du pays à plusieurs reprises, Daniel Ortega a déstabilisé l'équilibre des pouvoirs au profit de l'exécutif, générant ainsi des ambiguïtés propices à l'accélération du travail législatif et au contournement de la souveraineté du peuple nicaraguayen. Le Grand Accord de Concession, intégré à la Loi 840 du 24 juin 2013, octroie à HKND pour cinquante ans (renouvelable cinquante ans) les droits exclusifs relatifs au développement et à l'opérationnalisation du projet de canal sur les terres nicaraguayennes. En dépit des contestations, le vote de cette loi a remis en question la légitimité du processus législatif ainsi que la souveraineté territoriale du pays. Invoquant une « fraude à la loi », pas moins de trente recours en inconstitutionnalité ont été déposés entre octobre 2013 et juin 2014. A rechercher un renouvellement du positionnement international du pays à travers le creusement ce canal interocéanique, le Président Ortega a engagé la souveraineté territoriale du Nicaragua tout en fragilisant la stabilité de l'ordre démocratique. Désormais, c'est donc au son des « Fuera de Nicaragua, Chinos ! » et de « Vendepatria » que le projet de canal avance.

En dépit de la contestation, Daniel Ortega a placé le canal au cœur de la stratégie diplomatique du Nicaragua. En effet, sa rhétorique agressive et la gestion népotique du pouvoir a progressivement isolé le Nicaragua sur la scène internationale.

Depuis 2008 et une fraude électorale avalisée par le gouvernement sandiniste, les coopérants fuient, lassés par cette gestion imprévisible et autoritaire du Président. Le Danemark, les Pays-Bas, l'Autriche et la Suède ont déjà décidé de se retirer du pays tout comme la Délégation de l'Union européenne qui quittera prochainement le Nicaragua pour s'installer à El Salvador. Au sein de l'isthme, quand il ne s'agit pas de conflits portant sur des enjeux frontaliers (Costa Rica, Honduras), le Nicaragua se trouve de plus en plus isolé face à la consolidation au pouvoir des partis conservateurs (Guatemala, Honduras, Panama) et du fait d'une rhétorique anti-néolibérale virulente. A cet égard, l'axe bolivarien, qui fournissait auparavant d'importants alliés internationaux pour le Nicaragua, semble s'essouffler depuis la disparition de son leader, Hugo Chavez. Au-delà, l'actuelle déstabilisation politique au Venezuela pourrait mettre en danger le Nicaragua dont la dépendance énergétique est totale. Dans cette logique, le canal s'inscrit dans une politique de diversification des alliés, en particulier avec la Chine et la Russie, destinée à réduire les risques géopolitiques et lutter contre l'isolement international.

Cette stratégie n'est cependant pas sans conséquences géopolitiques.

Révisant la centralité géostratégique de Panama, la construction du canal repositionne la région au cœur de l'attention internationale. Si la Chine s'intéresse de plus en plus à l'Amérique centrale, les Etats-Unis sont également de retour aux affaires comme l'a annoncé, Joe Biden, Vice-Président des Etats-Unis à travers un plan d'aide pour la région. Par ailleurs, au moment où les autorités chinoises débutent les travaux, la Banque Interaméricaine de Développement (BID), basée à Washington, s'engage dans un programme de connectivité routière transocéanique et finance les travaux d'agrandissement du Canal de Panama.

Annoncés comme complémentaires, ces projets apparaissent dans les faits plutôt concurrentiels et plantent ainsi le décor d'une rivalité des grandes puissances qui – malgré la fréquente relégation à la périphérie de la politique internationale – marque la centralité géostratégique de l'Amérique centrale.

Kevin Parthenay (Sciences Po/CERI)